


LES **ORMES** DOMAINE & RESORT

2h15 de Paris

Vos séminaires et événements entre Rennes et St Malo



Baisses d'impôts

Ce n'est pas à l'Etat de distribuer du pouvoir d'achat

La seule véritable source de pouvoir d'achat, ce sont les gains de productivité des entreprises



© Freepik



Mécomptes publics, François Ecalle

La semaine dernière, les médias ont relayé une polémique entre le gouvernement et des économistes de l'OFCE sur le montant (4 ou 6 Mds€) des gains de pouvoir d'achat résultant des baisses d'impôts et de cotisations sociales pour les ménages en 2019.

Cette polémique est vaine, d'abord parce que cet écart de 2 Mds€ correspond à l'ordre de grandeur

En poursuivant votre navigation sur notre site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer une navigation optimale et nous permettre de réaliser des statistiques de visites.

[En savoir plus sur les cookies](#)

Fermer X

généralement dans leurs prix de vente. Cette répercussion n'est toutefois pas totale et, pour partager l'impact d'une hausse de ces impôts entre les ménages et les entreprises, il faut faire des hypothèses discutables sur l'ampleur de cette répercussion.

“La question pertinente est de savoir s'il est vraiment opportun aujourd'hui de baisser les impôts des ménages. La réponse est pour moi clairement négative”

Surtout, ce débat est stérile parce que la question pertinente est de savoir s'il est vraiment opportun aujourd'hui de baisser les impôts des ménages. La réponse est pour moi clairement négative. Il est évident que la plupart des Français préféreraient avoir plus de pouvoir d'achat, mais ce n'est pas à l'État de le distribuer. La seule véritable source du pouvoir d'achat, ce sont les gains de productivité des entreprises.

Engagements démagogiques

Quand l'État fait semblant de distribuer du pouvoir d'achat en baissant les impôts des ménages, il doit le reprendre immédiatement pour équilibrer ses comptes en augmentant d'autres impôts ou en réduisant les dépenses publiques versées à d'autres ménages ou entreprises. Sinon, il finance ces baisses d'impôts en empruntant, ce qui signifie qu'il renvoie à plus tard, éventuellement sur les générations futures, les hausses d'impôts nécessaires pour les financer.

“Quand l'État fait semblant de distribuer du pouvoir d'achat en baissant les impôts des ménages, il doit le reprendre immédiatement. Sinon, il finance ces baisses d'impôts en empruntant, ce qui signifie qu'il renvoie à plus tard, éventuellement sur les générations futures, les hausses d'impôts nécessaires pour les financer”

Avec un déficit public parmi les plus élevés de l'Union européenne, une dette qui flirte avec les 100 % du PIB et une croissance qui est relativement bonne, même si elle n'est pas excellente, ce n'est pas le moment de creuser le déficit pour distribuer du pouvoir d'achat. C'est le moment de réduire le déficit public et de donner l'exemple du sérieux budgétaire à des pays comme l'Italie qui sont tentés eux aussi de rendre du pouvoir d'achat aux contribuables.

Dans une interview récente au 'Journal du dimanche,' le président de la République a déclaré que “je suis bien sûr sensible à la problématique du pouvoir d'achat. Mais, moi, je ne me suis pas engagé là-dessus”. Il a bien raison car de tels engagements sont purement démagogiques.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François ECALLE.

A lire également

En poursuivant votre navigation sur notre site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer une navigation optimale et nous permettre de réaliser des statistiques de visites.

[En savoir plus sur les cookies](#)

